

Le cercle des projets disparus
Michel Husson
Politis n° 925, 9 novembre 2006

Le Cercle des économistes vient de publier un bréviaire pour futurs candidats de Gauche et de Droite où sont exposées les contraintes dont ils devront tenir compte, et les marges de manœuvre dont ils disposent (1). Le résultat est décevant, en raison de la médiocrité du livre, écrit de manière décousue et constellé de coquilles (2) et d'incohérences. C'est surtout une sorte de catalogue de La Redoute des poncifs néo- ou sociaux-libéraux : ne pas trop augmenter le salaire minimum, flexibiliser le marché du travail, repousser l'âge de la retraite, etc.

Plusieurs contraintes viennent délimiter le champ des variantes autour de cette pensée moyenne. La première est l'ouverture aux pays émergents. Le chapitre sur les délocalisations rappelle pourtant qu'elles ne pèsent que 5 % des suppressions d'emplois en Europe (p.140) et celui sur la mondialisation chiffre à 1 % les pertes d'emplois industriels en France liées au commerce avec les pays émergents (p.219). Pourquoi faudrait-il alors remettre en cause le sort de l'immense majorité des salariés ? D'autant plus que des politiques de gauche peuvent facilement faire la différence, par exemple au moyen de sanctions contre les entreprises qui délocalisent. Le livre en conclut pourtant à l'impérieuse nécessité de baisser le coût du travail pour faire face à cette concurrence.

Autre contrainte, l'Europe réellement existante : concurrence, mobilité du capital et des travailleurs, et rigueur budgétaire. Le texte avance en creux une critique de la conception néo-libérale de l'Europe, néfaste pour l'emploi et les droits sociaux. Mais cette critique ne prêche pas à conséquence car « il ne sert à rien de bâtir des programmes économiques sur la disparition de ces règles ou contraintes ». Même chose pour la politique de la Banque centrale européenne : « on peut regretter » qu'elle ne s'intéresse pas à l'emploi et que les taux d'intérêt brident la croissance. On peut le regretter, mais on n'y peut rien changer : « le mandat de la BCE ne sera pas modifié à court terme, pas plus que le traité de Maastricht ». Il n'y a donc pas d'alternative à l'euro-libéralisme.

Tout le reste découle de l'acceptation de ces contraintes auxquelles il faut « donner leur juste place ». Si on accepte de s'y soumettre, alors effectivement les marges de manœuvre sont à peu près inexistantes et nous sommes condamnés pour l'éternité à une alternance entre droite néo-libérale et gauche sociale-libérale. Et c'est là que le livre devient intéressant, à sa manière. Il donne une clé essentielle pour comprendre l'histoire récente, en France comme en Europe : certes, les politiques de gauche et de droite ne sont pas strictement identiques mais, sur moyen terme, elles apparaissent plus complémentaires qu'opposées. Il ne s'agit que de variations sur un même thème où chacun apporte - ou plutôt retire - sa pierre, contribuant à un processus permanent de déconstruction des modèles sociaux. Et la dilution des idées de gauche s'explique au fond par l'acceptation préalable de ces fameuses contraintes.

L'autre avantage de ce livre est de confirmer qu'on ne peut rien changer si l'on accepte le double corset de la mondialisation et de l'Europe néo-libérale. Les ruptures sont nécessaires, et elles sont aussi possibles. Or, tout en s'en défendant, le Cercle des économistes cherche à soumettre les choix politiques au dogme économique, sous prétexte que « les avancées de la connaissance ont progressivement vidé de contenu les conflits sur le fonctionnement de l'économie ». Mais ce n'est vrai qu'au prix d'une impasse totale sur la répartition des richesses, comme si la chute de la part qui revient aux salariés était une donnée intangible. La prétention des économistes à l'objectivité de leur science n'est donc en rien légitimée par le contenu de l'ouvrage qui les expose à un effet boomerang. Si vraiment ils n'ont que ce tissu de banalités à proposer, alors qu'ils retournent à leurs études et qu'ils laissent les citoyens décider de leur destin et imaginer les voies d'un monde meilleur, ce que ces économistes-là ont manifestement renoncé à faire.

(1) *Politique économique de Droite, politique économique de Gauche*, Perrin.

(2) ainsi, Patrick Artus n'hésite pas à écrire cette énormité : « en 2036, pour un Européen âgé de 20 à 60 ans, trois seront plus que sexagénaires » (p.28). Il fallait lire : « en 2050, pour un Européen âgé de 15 à 64 ans, un demi aura plus de 65 ans ».